



ARRÊTÉ

**portant limitation de déplacement, de circulation et d'accès au stade de la Meinau
à l'occasion du match de football de Ligue 1 opposant
le Racing Club de Strasbourg Alsace au Stade de Reims
le samedi 13 avril 2024 à Strasbourg**

**La Préfète de la région Grand Est
Préfète de la Zone de défense et de sécurité Est
Préfète du Bas-Rhin**

- Vu** le code pénal ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2542-10 ;
- Vu** le code du sport, en particulier les articles L.332-1 à L.332-18 relatifs aux manifestations sportives, ainsi que les articles R.332-1 à R.332-9 relatifs à l'interdiction de pénétrer ou de se rendre aux abords d'une enceinte où se déroule une manifestation sportive ;
- Vu** le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L.211-1 et suivants ;
- Vu** la loi du 2 mars 2010 renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du président de la République en date du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, préfète hors classe, en qualité de préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- Vu** le décret du 22 février 2022 portant nomination de Monsieur Jean-Baptiste PEYRAT, sous préfet hors cadre, (hors classe) en qualité de directeur de cabinet de la préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- Vu** l'arrêté du 28 août 2007 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif aux personnes interdites de stade ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2024 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Baptiste PEYRAT, directeur de cabinet de la préfète du Bas-Rhin ;

Considérant qu'en vertu de l'article L.332-16-2 du code du sport, il appartient au préfet, pour prévenir les troubles graves à l'ordre public et assurer la sécurité des personnes et des biens à l'occasion des manifestations sportives, de restreindre la liberté d'aller et de venir des personnes se prévalant de la qualité de supporters ou se comportant comme tels, dont la présence est susceptible d'occasionner des troubles graves pour l'ordre public ;

Considérant que l'équipe du Stade de Reims rencontre celle du Racing Club de Strasbourg Alsace au stade de la Meinau, à Strasbourg, le samedi 13 avril 2024 (coup d'envoi à 17h00) dans le cadre du championnat de France de Ligue 1 de football ;

Considérant que le stade de la Meinau à Strasbourg peut accueillir jusqu'à 25 000 personnes et que ce match se jouera à guichets fermés ;

Considérant qu'il existe des risques importants de tensions, de violences sur les personnes et de dégradations sur des vitrines, des commerces et des équipements ou bâtiments publics et privés, notamment au regard du nombre de supporters parisiens annoncés et de la présence de supporters visiteurs susceptibles de vouloir en découdre avec leurs homologues locaux ;

Considérant les moyens alloués en effectifs de forces de sécurité à l'occasion des manifestations revendicatives ou violentes déclarées ou non déclarées sur l'ensemble du territoire national ;

Considérant que si des affrontements entre les supporters des deux équipes sont susceptibles de se dérouler en centre-ville ou dans l'agglomération strasbourgeoise, tous les lieux pouvant donner lieu à des affrontements ne peuvent être anticipés ; que, dans ces conditions, la mobilisation des forces de l'ordre, même en nombre important, n'est pas suffisante à prévenir les troubles à l'ordre public ;

Considérant que l'ensemble des forces de sécurité ne saurait être détourné de ses missions prioritaires pour répondre à des débordements liés au comportement de supporters dans le cadre de rencontres sportives ou à gérer une foule d'individus prompts à l'affrontement avec des supporters adverses ;

Considérant que dans ces conditions, la présence dans ou à proximité de la gare de Strasbourg, au centre-ville de Strasbourg, aux alentours du stade de la Meinau, dont la plaine des bouchers, de personnes se prévalant de la qualité de supporters du Stade de Reims, ou se comportant comme tels, implique des risques sérieux pour la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant le risque encouru par le public ainsi que par les joueurs, dans l'enceinte et aux abords du stade, par l'utilisation de pétards, artifices ou fumigènes et tout objet pouvant être utilisé comme projectile ;

Considérant que le 6 mars 2022, en amont de la rencontre Stade de Reims - Racing Club de Strasbourg, un fight opposait, dans une zone industrielle, ces deux groupes de hooligans. Les Strasbourgeois recevaient le renfort d'une dizaine de Nancéiens et deux Rouennais. Les MesOs étaient alliés à une vingtaine de Parisiens (Zouaves, ex-kop boulogne et Milice), dix Toulousains de la Camside et deux auxerrois ;

Considérant le caractère à risques de la rencontre Racing Club de Strasbourg Alsace / Stade de Reims, tel qu'établi par la Division Nationale de Lutte contre le Hooliganisme ;

Considérant que ces éléments permettent de considérer que le risque de troubles à l'ordre public est avéré et que la bonne gestion de cet évènement passe par un encadrement strict des supporters visiteurs ;

Considérant que la menace terroriste sollicite toujours à un niveau élevé les forces de sécurité intérieure pour garantir la protection des personnes et des biens contre les risques d'attentat, dans le cadre du plan VIGIPIRATE toujours activé ; que par ailleurs, la posture VIGIPIRATE a été relevée le 24 mars 2024, au niveau « urgence-attentat » ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur de Cabinet de la Préfète du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Il est interdit, le samedi 13 avril 2024 à compter de 8 heures et jusqu'à 23 heures, à toute personne se prévalant de la qualité de supporter du Stade de Reims, ou se comportant comme tel, de circuler ou stationner sur la voie publique sur les voies et périmètres suivants :

- Gare centrale de Strasbourg (SNCF), place de la Gare et rues adjacentes ;
- Grande-Île (ou ellipse insulaire) du centre-ville de Strasbourg, place du Corbeau, rue des Bouchers, rue d'Austerlitz, place d'Austerlitz et rue de la Brigade Alsace-Lorraine ;

- périmètre de la plaine des bouchers: rue des frères Eberts, rue du Doubs, voie de contournement sud, avenue de Colmar ;
- abords du stade de la Meinau, dont l'avenue de Colmar, rue Montessori, rue de l'Extenwoerth, rue Staedel, rue de la Flachenbourg, piste Georges Speicher et rue des Ciriers.

Article 2

Le déplacement des supporters visiteurs du Stade de Reims sera organisé en lien avec les forces de sécurité intérieure :

- les bus en déplacement organisé depuis Reims seront pris en compte sous escorte obligatoire au péage de Schwindratzheim ;
- les véhicules particuliers venant d'autres destinations rejoindront directement le stade de la Meinau à Strasbourg selon un itinéraire conseillé diffusé par le club.

Article 3

Les supporters du Stade de Reims se rendant au stade de la Meinau par bus et minibus seront pris en charge par les forces de l'ordre au péage de Schwindratzheim le samedi 13 avril 2024 au plus tard à 15h00.

Les conducteurs des bus des supporters visiteurs devront être en nombre suffisant pour leur permettre un temps de repos réglementaire, et quitter le stade de la Meinau dès la fin de la rencontre.

Article 4

Sont interdits, le samedi 13 avril 2024 à compter de 8 heures et jusqu'à 23 heures, dans le périmètre défini à l'article 1^{er} et aux abords du stade de la Meinau :

- la possession, le transport, l'utilisation de tous pétards, artifices ou fumigènes ou tout objet pouvant être utilisé comme projectile et tous autres objets pouvant constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal ;
- la possession et le transport de toute boisson alcoolisée.

Article 5

Le directeur de cabinet de la Préfète du Bas-Rhin, le contrôleur général, directeur interdépartemental de la police nationale du Bas-Rhin, le général, commandant le groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin, la maire de Strasbourg sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin, notifié au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Strasbourg, et aux présidents des clubs concernés.

Fait à Strasbourg, le **10 AVR. 2024**

Pour la Préfète et par délégation,
Le Directeur de Cabinet,

Jean-Baptiste PEYRAT

Délais et voies de recours en page suivante

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

I - La présente décision peut être contestée dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, soit :

- par recours gracieux auprès de mes services, à l'adresse suivante :

Madame la Préfète du Bas-Rhin
Direction des Sécurités
5, place de la République
67073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée.

- par recours hiérarchique auprès de :

Monsieur le Ministre de l'Intérieur
Direction des Libertés Publiques et des
Affaires Juridiques
Place Beauvau – 75800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.

S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former un recours contentieux par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif
31, Avenue de la Paix
67070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2e mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2e mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Vous pouvez également exercer un recours en référé sur la base des articles L.521-1 à L.521-3 du code de justice administrative.